

Exemple d'une association de défense des droits des femmes :

| Objet | Domaine d'intervention | Bénéficiaire | Type de décisions publiques | Type d'actions de représentation d'intérêts | Catégorie de responsables publics | Éléments généraux d'explication (facultatif) |
|---|------------------------|-----------------|--|---|---|---|
| Proposer une modification du code du travail afin de demander une augmentation de l'indemnisation du congé parental | Emploi, solidarité | Pour son compte | Loi, y compris constitutionnelle Acte réglementaire | Transmettre des suggestions afin d'influencer la rédaction d'une décision publique | Un membre du Gouvernement ou un membre de cabinet [Affaires sociales] Une personne titulaire d'un emploi à la décision du Gouvernement | Envoi d'amendements au cabinet du ministre des affaires sociales et au directeur général du travail pour obtenir une modification des dispositions du Code du travail |
| Solliciter la réalisation de mesures de la représentativité des femmes aux heures de grande écoute | Médias, société | Pour son compte | Autre décision publique | Transmettre aux décideurs publics des informations, expertises... Organiser des discussions informelles... | Le membre ou le dirigeant d'une AAI [ARCOM] | Réunion à l'ARCOM et transmission d'une note d'analyse sur la place des femmes dans les médias audiovisuels, dans la perspective de l'adoption d'une délibération du conseil formulant des recommandations sur le sujet |